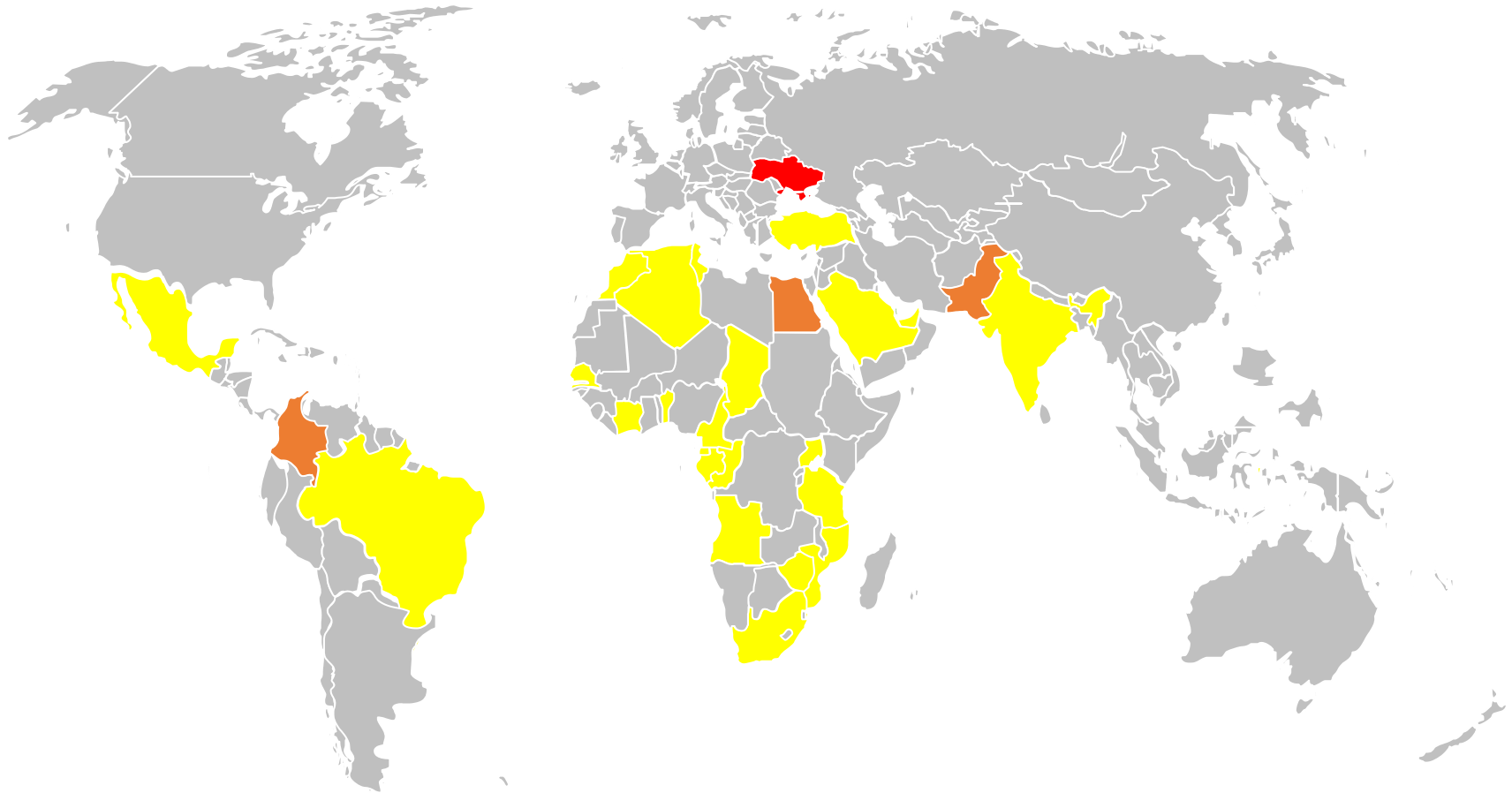


SYNTHESE GEOPOLITIQUE HEBDOMADAIRE

Semaine 16 – Période du 13 au 19 avril 2025

EVALUATION DES NIVEAUX DE RISQUE SUR LA PERIODE CONSIDEREE



Risque infime – R1

Risque faible – R2

Risque possible – R3

Risque élevé – R4

Risque extrême – R5

Cliquez sur le lien qui vous intéresse

ESPACE AFRIQUE					
Afrique du Sud	Algérie	Angola	Bénin	Cameroun	Congo Brazzaville
Côte-d'Ivoire	Egypte	Gabon	Maroc	Mozambique	Ouganda
Sénégal	Tanzanie	Tchad	Tunisie	Zimbabwe	

ESPACE ASIE – ORIENT			
Arabie Saoudite	Emirats Arabes Unis	Inde	Pakistan

ESPACE AMERIQUE LATINE			
Brésil	Colombie	Mexique	

ESPACE EUROPEEN	
Turquie	Ukraine

AUTRES LIENS	
Information dernière minute	Zoom d'actualité



Contexte am/biant	Pays majeur du continent, fortes inégalités sociales, criminalité élevée
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections générales effectuées le 29 mai 2024, le président sortant réélu, nouveau gouvernement en place depuis juin.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Alors que l'Afrique du Sud est considérée comme un poids pays majeur du continent, au niveau national, la situation politique s'est normalisée avec la nomination d'un gouvernement d'union nationale et l'installation d'un nouveau Parlement. Les inégalités sociales restent fortes, entraînant des tensions et un fort taux de criminalité dans le pays. Il convient d'être prudent dans ses déplacements et sur son lieu de séjour, les townships sont à éviter.



Contexte ambiant	Contexte socio-économique restant potentiellement sensible et risque terroriste toujours présent.	
Niveau de risque pays	NORD : Risque possible – R3	SUD : Risque élevé – R4
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation	
Echéance majeure	Election présidentielle effectuée le 7 septembre 2024, second mandat du président Tebboune.	

Evaluation de la semaine

Alors que les relations entre l'Algérie et le Mali, ainsi que l'AES sont au plus bas, la crise franco-algérienne a rebondi cette semaine, au risque de nuire aux relations économiques qui jusque-là n'en avait pas pâti.

Dans le domaine politique et diplomatique, le 17 avril, alors qu'on avait espéré que les tensions s'apaiseraient après que le ministre français des Affaires étrangères se soit entretenu avec le président Tebboune à Alger au début du mois, la France a rappelé son ambassadeur et ordonné à 12 diplomates algériens de quitter Paris suite à l'escalade d'un conflit diplomatique. En effet, en début de semaine, l'Algérie a expulsé 12 fonctionnaires français après l'arrestation d'un membre de son personnel consulaire à la suite de l'enlèvement d'un critique du gouvernement vivant à Paris. Les deux pays se sont mutuellement rejeté la responsabilité de ce que Paris a qualifié de détérioration soudaine des relations bilatérales. Le ministre français des Affaires étrangères a déclaré que les autorités algériennes avaient choisi l'escalade. Mais le ministre algérien Sofiane Chaïb a déclaré que la dernière polémique « fabriquée » était due au ministre français de l'Intérieur, alors que les relations étaient dans une phase de réchauffement. Le chef de la diplomatie française a estimé cependant, que même si Paris a répliqué avec fermeté aux décisions algériennes, mais qu'il faudrait à terme reprendre le dialogue dans l'intérêt des Français. Par ailleurs, suite à l'abattage d'un drone malien par l'armée algérienne, Bamako et ses partenaires de l'AES ont énergiquement accusé Alger d'acte d'agression prémédité. Mais aussi et surtout d'être le parrain du terrorisme international. Le Mali s'est retiré avec effet immédiat du Comité d'Etat-Major Conjoint (CEMOC), et a déposé (avec ses partenaires de l'AES) une plainte devant les instances internationales contre le régime algérien pour « actes d'agression ». Les ambassadeurs des pays de l'AES en poste à Alger sont rappelés dans leurs pays et vice-versa. Les espaces aériens entre les pays de l'AES et de l'Algérie sont réciproquement fermés aux aéronefs militaires et civils. Alors qu'Alger suspend toute aide financière et universitaire à Bamako.

Dans le secteur économique, la crise diplomatiques franco-algérienne pourrait avoir des conséquences économiques désastreuses puisque les prix du blé en Europe sont à la baisse. En cause, une information rapportée par des traders selon laquelle le blé français n'avait pas été accepté dans un appel d'offres de l'Algérie. Une situation qui rend plus difficiles les ventes de blé français à l'international, mais qui en Algérie par effet rebond pourrait causer des pénuries partielles.

Sur le plan sécuritaire, le pays n'a pas connu d'évènement sécuritaire majeur cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Alors que l'Algérie est moins tendue au plan socio-économique, le président réélu débute un second mandat, il reste impératif de rester neutre dans ses commentaires sur l'actualité du pays. Par ailleurs, tandis que la menace terroriste n'est pas totalement à écarter dans le pays, il convient de rester informé et de se conformer aux consignes sanitaires encore en vigueur.



Contexte ambiant	Contexte socio-économique restant encore sensible, criminalité endémique et risque terroriste potentiel.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Prochaine élection présidentielle en 2027

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Luanda poursuit le redressement de l'économie, avec un plan de privatisation ambitieux et un appel aux investisseurs étrangers. Les expatriés présents en Angola doivent toujours rester très vigilants face à une délinquance active, souvent imprévisible et agressive, pouvant cibler à tout moment les étrangers en milieu urbain. Les déplacements au Cabinda doivent être toujours anticipés et organisés, au regard du risque sécuritaire.



Contexte ambiant	Gouvernance déterminée, tensions politiques assez régulières avec l'opposition, risque terroriste au nord.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Prochaine élection présidentielle le 12 avril 2026

Evaluation de la semaine

Tandis que le processus des élections générales se précise, le pays a connu une nouvelle fois, une attaque djihadistes meurtrière au nord, dans la région des trois frontières.

Sur le plan diplomatique et politique, le 17 avril, une troisième vague de retour volontaire de migrants béninois organisés par le gouvernement a eu lieu à Cotonou. Un vol spécial a rapatrié à l'aéroport international de Cotonou, 150 migrants béninois. Par ailleurs, la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) a rendu public le 16 avril, le chronogramme des élections générales de 2026 au Bénin. Le chronogramme des élections couplées communales et législatives du 11 janvier 2026 prévoit 53 activités. La présidentielle devrait donc quant à elle, avoir lieu le 12 avril 2026. D'autre part, les habitants de Cotonou font face à des perturbations dans la fourniture de l'eau portable depuis plusieurs semaines. En cause, les nombreux travaux en cours dans la ville. Le secteur d'Akpakpa, se trouve notamment le plus faiblement alimenté depuis plusieurs jours, imposant aux habitants de constituer des réserves, chaque fois que possible et souvent au milieu de la nuit. Les autorités quant à elles, assurent un retour à la normale, dans les prochains mois.

Dans le domaine de la sécurité, huit soldats béninois ont été tués et 13 blessés le 17 avril, dans une nouvelle attaque djihadiste présumée dans le parc national du W, dans le nord, région de plus en plus touchée par des attaques attribuées aux djihadistes. Onze terroristes ont par ailleurs été tués. L'attaque a visé deux positions des soldats anti-djihadistes de l'opération "Mirador" au niveau des chutes d'eau de Koudou et du triple point, nom donné à la zone frontalière entre le Bénin, le Niger et le Burkina Faso.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Cotonou et Porto-Novo concentrent le plus gros de la petite délinquance du pays, mais c'est l'extrême nord du pays qui représente les plus grands risques sécuritaires avec le développement de cellules djihadistes dans la sous-région. Par ailleurs, les zones frontalières avec le Niger et le Burkina sont des secteurs à éviter du fait de forts risques d'enlèvement et d'attaque terroriste. En outre, il convient de respecter les consignes sanitaires encore en vigueur. Enfin, les déplacements en taxi-moto sont fortement décommandés, tandis que la circulation automobile devra être extrêmement attentive et prudente.



Contexte ambiant	Tensions dans les régions anglophones, petite criminalité et menace terroriste (Extrême-Nord).	
Niveau de risque pays	SUD : Risque possible – R3	NORD : Risque élevé – R4
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation	
Echéance majeure	Prochaine élection présidentielle en octobre 2025. Elections locales et régionales le 30 mars 2026.	

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Dans le contexte actuel, des tensions et des incidents sont encore à prévoir dans l'ouest entre l'armée et les séparatistes. Nous maintenons l'interdiction de tout déplacement dans l'ouest anglophone et rappelons que tout voyage dans le septentrion au nord de Garoua est à proscrire, en raison de la menace terroriste de Boko Haram. Le Cameroun surveille la situation sanitaire sur le territoire. En août 2023, il avait à nouveau appelé à la vigilance sanitaire et a remis en place des mesures de contrôle en juin 2024 contre le coronavirus, et depuis août il surveille l'évolution de la situation liée au Mpox.



Contexte ambiant	Poursuite de l'action gouvernementale dans un climat social et sécuritaire plus apaisé
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Prochaine élection présidentielle en mars 2026

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Le chef de l'Etat déroule son quinquennat dans la droite ligne des précédents, il bénéficie d'un fort soutien du Parlement. Les rassemblements restent interdits toujours au motif de la situation sanitaire. Nous rappelons aussi qu'il convient de rester prudent dans ses déplacements urbains du fait de la présence d'une délinquance juvénile toujours active. Le Congo a émis en juillet 2023 une alerte concernant le choléra, il faisait face une nouvelle épidémie de Mpox en mars et avril qui perdure encore.



Contexte ambiant	Paysage politique plus apaisé, tensions sociales possibles et maintien du risque criminel, risque terroriste à la frontière nord.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections présidentielles et législatives en octobre 2025.

Evaluation de la semaine

Un fois encore, à six mois des présidentielles, c'est ce sujet qui a dominé une fois de plus l'actualité et les spéculations dans les médias.

Sur le plan politique et intérieur, cette semaine, en attendant de savoir si le chef de l'État ivoirien sera candidat à un quatrième mandat, ses soutiens comme ses détracteurs s'emploient à dresser son bilan à la tête du pays. Et, à six mois du scrutin, le climat politique devient de plus en plus crispé. En attendant, le RHDP a investi le terrain. Depuis des mois, le parti organise de grands meetings dans les stades du pays ainsi que des manifestations plus confidentielles dans les différentes régions, pour vanter le bilan des quatorze années de gouvernance Ouattara. Ses indicateurs économiques, aujourd'hui dans le vert, ont hissé la Côte d'Ivoire au rang de première économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ses concurrents politiques opposent au président sortant une richesse inégalement répartie et trop centralisée à Abidjan, les mauvais résultats des élèves en matière d'apprentissage, ou encore une forte corruption qu'il peine à faire reculer. La réconciliation et la cohésion auront été deux des grands chantiers du président Ouattara depuis son accession au pouvoir. Des chantiers marqués notamment par l'amnistie présidentielle accordée à Simone Ehivet Gbagbo en 2018 et par le retour en Côte d'Ivoire de l'ancien président Laurent Gbagbo et de son ancien ministre Charles Blé Goudé après leur acquittement par la Cour pénale internationale (CPI), en 2021. Tous trois sont désormais candidats déclarés à l'élection présidentielle du 25 octobre prochain. Les deux derniers, déchus de leurs droits civiques en raison de condamnations par la justice ivoirienne, sont inéligibles et donc absents de la liste électorale provisoire publiée en mars par la Commission électorale indépendante (CEI). Plusieurs partis d'opposition ont appelé à leur réinscription, convaincus que seule une élection inclusive pourrait permettre le déroulement d'un scrutin apaisé. Dans ce contexte très incertain et à mesure que l'élection approche, la solidité de cette cohésion nationale sera indiscutablement mise à l'épreuve. En octobre prochain, l'élection aura un tout autre visage. Si l'opposition, réunie au sein d'une nouvelle coalition – la Coalition pour l'alternance pacifique-Côte d'Ivoire (CAP-CI) – se dit opposée fermement à toute candidature pour un quatrième mandat du président de la République, elle exclut pour l'heure tout nouveau boycott. Dans ce contexte, à six mois de l'élection présidentielle ivoirienne, le très attendu congrès du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP, au pouvoir), qui devait initialement se tenir les 17 et 18 mai, au Palais de la culture de Treichville d'Abidjan, est reporté à l'avant-dernière semaine de juin. Un grand rassemblement, durant lequel le président devrait aussi dévoiler quelques réajustements au sein des instances du parti, qui pourraient être rajeunies. Par ailleurs, sans surprise, son mandat à la tête du parti devrait être renouvelé. Toutefois, l'option de son retrait au profit du vice-président, Tiémoko Meyliet Koné, n'est pas totalement écartée par certains, même si cette éventualité reste encore très marginale. Du côté de l'oppositio, Tidjane Thiam a été élu par le PDCI-RDA comme candidat pour la présidentielle d'octobre 2025, le 16 avril, à l'issue de la convention éclatée du parti. La majorité des votants lui ont renouvelé leur confiance pour représenter le parti à l'élection présidentielle. Sans surprise, Tidjane Thiam, qui était le seul en lice, a remporté la convention. Malgré l'absence de concurrents déclarés, certaines inquiétudes subsistaient, notamment sur le taux de participation, un indicateur clé qui aurait pu fragiliser la légitimité de sa désignation. Finalement, la mobilisation des électeurs a été au rendez-vous. Enfin, le président du Front populaire ivoirien (FPI), a annoncé le 17 avril, la suspension de toute participation de son parti aux activités de la Commission électorale indépendante (CEI), exigeant par la même occasion la démission de l'ensemble de l'équipe dirigeante de l'organe.

Dans le domaine sécuritaire, le pays n'a connu aucun évènement sécuritaire significatif cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL : *Alors qu'Abidjan concentre le plus gros de la petite délinquance du pays, et notamment ses quartiers de Riviera 2, Yopougon, Riviera 2, Cocody, Adjamé et Abobo, des villes comme Bouaké et Yamoussoukro où l'on retrouve beaucoup d'anciens miliciens doivent être abordées avec prudence. Par ailleurs, les zones frontalières avec le Mali et le Burkina sont des secteurs à éviter du fait de l'insécurité qui y prévaut encore.*



Contexte ambiant	Régime autoritaire. Maintien de la menace terroriste au Caire et dans le Nord-Sinaï.
Niveau de risque pays	Risque élevé – R4
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Depuis avril 2024, troisième mandat présidentiel, nouveau gouvernement depuis juillet 2024.

Evaluation de la semaine

Toujours très actif diplomatiquement, le pays a connu enfin une baisse des taux d'intérêts par sa banque centrale.

Dans le domaine politique et intérieur, le 16 avril, l'Union européenne a établi une liste de pays d'immigration dits « sûrs », limitant de fait les possibilités d'asile pour leurs ressortissants, une décision saluée par Rome mais vivement critiquée par les défenseurs de migrants. Bruxelles est sous pression pour durcir sa politique migratoire, face à la poussée de la droite et de l'extrême droite à travers le continent. La Commission a dévoilé une liste de sept pays qu'elle considère comme sûrs, ce qui signifie que leurs ressortissants n'ont a priori pas le profil de réfugiés. L'idée de cette liste, qui comprend le Kosovo, le Bangladesh, la Colombie, l'Egypte, l'Inde, le Maroc et la Tunisie, est donc d'accélérer le traitement de leurs demandes d'asile et de hâter éventuellement leur rapatriement. Par ailleurs, le président el-Sissi et l'émir du Koweït ont publié le 16, un communiqué conjoint à l'issue d'une visite du président égyptien dans l'émirat, dans lequel ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre complète de l'accord de cessation des hostilités et la nécessité d'un retrait israélien complet et sans conditions du Liban-Sud, de l'arrêt des violations israéliennes de la souveraineté libanaise et de l'application complète et non sélective de la résolution 1701 du Conseil de sécurité par toutes les parties. L'Égypte et le Koweït ont aussi appelé à apporter un soutien aux institutions de l'État libanais, notamment à l'armée libanaise, pour lui permettre de remplir ses missions en étendant la souveraineté de l'État sur l'ensemble du territoire libanais, renforçant ainsi la stabilité dans le pays et dans toute la région. D'autre part, le 15 avril, le Caire a notifié au Hamas une initiative israélienne en vue de l'établissement d'un cessez-le-feu temporaire dans la Bande de Gaza. Cette proposition reste entourée d'un certain mystère, car les sources exactes de ce rapport n'ont pas été dévoilées. L'Égypte a, en effet, reçu ce plan et l'a transmis au Hamas, dans l'attente d'une réponse de la part du mouvement de résistance palestinien. Jusqu'à présent, aucune réaction officielle des autorités égyptiennes, israéliennes, ou du Hamas n'a été enregistrée concernant cette démarche. Cette avancée suit l'annonce du Hamas le week-end dernier indiquant qu'une délégation dirigée par Khalil Al-Hayya, un haut responsable, s'est rendue au Caire pour des discussions avec des médiateurs égyptiens et qataris.

Dans le secteur économique, la banque centrale égyptienne a annoncé le 17 avril, une baisse de ses taux d'intérêt pour la première fois depuis 2020, quelques jours après l'annonce par le gouvernement d'une réduction des subventions aux carburants. La Banque centrale d'Égypte a abaissé ses taux d'intérêt de 225 points de base, dont le taux des dépôts au jour le jour qui s'établit désormais à 25%, souligne un communiqué de l'institution. Elle évoque une « reprise de l'activité économique pour le quatrième trimestre consécutif » et une baisse de l'inflation à son plus bas niveau en trois ans. La semaine dernière, les autorités égyptiennes ont augmenté les prix des carburants pour la quatrième fois en un an. Par ailleurs, le 14 avril, lors de la visite du président égyptien au Qatar, durant laquelle il a rencontré l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani, à Doha, l'émir a prévu d'investir 7,5 milliards de dollars en Egypte. Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la coopération économique et ont convenu d'œuvrer en faveur d'un paquet d'investissements qataris directs d'un montant total de 7,5 milliards de dollars, à déployer au cours de la prochaine.

Sur le plan sécuritaire, l'armée israélienne a annoncé le 15 avril, avoir abattu un drone qui transportait selon elle des armes depuis l'Egypte vers Israël. Dans le passé, l'armée a déjà annoncé avoir fait échec à des tentatives de contrebande d'armes à l'aide de drones depuis l'Egypte vers le territoire israélien.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

L'opération de sécurisation au nord Sinaï étant maintenue, il est impératif d'éviter la zone. En outre, la plus extrême prudence est également recommandée en ville, où sévit une délinquance très active. Enfin, la discrétion reste de mise dans un pays où toute critique du régime ou toute atteinte aux mœurs en vigueur peut aboutir à de lourdes condamnations. La situation socio-politique interne, avec l'appauvrissement des populations, demeure tendue face à un régime restant autoritaire.



Gabon

[Retour Carte](#)

Contexte ambiant	Putsch ayant destitué le président sortant, transition en cours, économie fluctuante, grèves sociales régulières.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Depuis le 26 août 2023, transition en marche. Référendum le 16 novembre 2024 et annonce d'élections en août 2025.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Le Gabon vit une période de transition après le coup d'Etat ayant renversé le président sortant, à l'issue d'élections contestées. Les militaires ont pris les choses en mains et la junte du général Oligui Nguema déroule cette transition annoncée de deux ans. Il conviendra de rester prudent et attentif à la situation durant cette période, des tensions pouvant ressurgir au Gabon



Contexte ambiant	Tensions socio-économiques localisées, risque lié à la petite criminalité et au terrorisme.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	

Evaluation de la semaine

Le royaume a obtenu cette semaine de nouveaux soutiens à son projet d’intégration du Sahara occidental sous forme d’une région autonome.

Au plan politique, le 14 avril, le ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a annoncé à Rabat la création d'un groupe de travail franco-marocain chargé d'aider à identifier la nationalité des migrants en situation irrégulière en France, en vue de faciliter leur réadmission dans leur pays d'origine. La visite de M. Retailleau s'inscrit dans un contexte de rapprochement franco-marocain après la reconnaissance par Paris, à l'été 2024, de la souveraineté marocaine sur le territoire disputé du Sahara occidental. A Rabat, le ministre français a fait état d'un accord visant à améliorer la coopération pour les réadmissions, notamment à travers la mise en place prochaine d'un groupe mixte chargé d'instruire la nationalité marocaine ou non d'un certain nombre de migrants en situation irrégulière. Par ailleurs, depuis le 14 avril, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie figurent désormais sur la liste des pays sûrs pour lesquels l'UE restreint les possibilités d'asile pour leurs ressortissants. D'autre part, le 13 avril, quelques milliers de manifestants ont manifesté à Rabat, lors d'un rassemblement pour exprimer leur solidarité avec la population de la bande de Gaza et réclamer la fin de la normalisation des relations diplomatiques entre le Maroc et Israël. Sous une pluie battante, les manifestants ont défilé dans les rues de la capitale à l'appel du « Groupe d'action nationale pour la Palestine », une coalition regroupant plusieurs organisations politiques, notamment le parti islamiste de la justice et du développement (PJD). Le Maroc a officiellement appelé à l'arrêt immédiat de la guerre israélienne sur Gaza, sans remettre en question la normalisation. Enfin, la Hongrie le 16 avril, a tenu de réaffirmer avec clarté sa position en faveur de l'intégrité territoriale du Maroc et de son plan d'autonomie pour le Sahara. À l'issue d'une rencontre à Budapest entre le chef de la diplomatie marocaine et son homologue hongrois une série d'annonces significatives ont été faites, confirmant la solidité du partenariat entre Rabat et Budapest. La Hongrie a souligné que le plan d'autonomie proposé par le Maroc doit être la base pour la solution du différend autour du Sahara Marocain. Cette déclaration s'inscrit dans une dynamique européenne croissante de soutien explicite à l'initiative marocaine, qualifiée à maintes reprises de sérieuse, crédible et réaliste par la communauté internationale.

Dans le secteur économique, le 15 avril, l'administration américaine a approuvé mardi la vente au Maroc de 600 missiles antiaériens portables Stinger et leur équipement, pour une valeur de 825 millions de dollars (730 millions d'euros). Par ailleurs, les études pour la future autoroute dépendant de Fès à Marrakech via Meknès, Khénifra et Beni Mellal ont été récemment lancées. Ce futur axe autoroutier reliera plusieurs métropoles clés : Fès, Meknès, Khénifra, Beni Mellal et Marrakech, ouvrant la voie à une nouvelle dynamique économique, touristique et sociale entre les régions du Centre et du Nord du Royaume. Comme l'explique la même source, ce projet prévu par le Schéma de l'armature autoroutier national (SAAN) 2025, s'inscrit dans une dynamique plus large de modernisation des infrastructures au Maroc, qui aspire à devenir un acteur clé en matière d'infrastructures dans la région nord-africaine.

Dans le domaine sécuritaire, cette semaine, le pays n'a connu aucun évènement sécuritaire significatif.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Alors que la menace terroriste demeure, il convient de se montrer prudent lors des déplacements et de respecter les consignes en vigueur. Tandis que des tensions sociales restent élevées du fait d'un fort taux de chômage et de l'inflation, tout évènement social peut conduire à des heurts entre civils et forces de l'ordre, il convient donc de s'en tenir éloigné. Il convient aussi de ne pas commenter l'actualité politique et internationale du Maroc en public.



Contexte ambiant	Gestion de la menace terroriste du groupe al-Shabab au nord-est
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections générales effectuées le 9 octobre 2024, période post-électorale tendue.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Les autorités gèrent toujours la suite d'une insurrection de djihadistes armés s'opposant aux forces de sécurité locales qui opèrent dans le nord-est avec une aide militaire extérieure pour réduire cette menace. Depuis fin mars 2021 la situation s'était détériorée dans le Cabo Delgado et le vaste projet gazier international sur la partie continentale est à l'arrêt. Cette région reste encore à éviter au vu la situation. Dans le reste du pays, la vigilance demeure face aux risques liés à la petite criminalité, notamment en milieu urbain. Le Mozambique fait face à une épidémie de choléra en 2022-2024 et a signalé un cas de Mpox. La période post-électorale est marquée par des tensions socio-politiques et des manifestations, il conviendra de rester prudent au cours de la période à venir.



Contexte ambiant	Régime autocrate ferme et vieillissant, contexte politique interne tendu, environnement régional sensible et risque terroriste.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Election présidentielle en 2026

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

En cas de présence en Ouganda, nous rappelons que tous les déplacements urbains à Kampala doivent être anticipés pour éviter les éventuels rassemblements de foule, toujours fermement dispersés par les forces de police. Pour rappel, les voyages aux abords de la frontière avec le Soudan du sud ou la République du Congo (RDC) sont à proscrire en raison du risque criminel lié à la présence de milices et de groupes armés, et auquel se rajoute un risque sanitaire potentiel. L'Ouganda fait toujours face à des menaces ciblées du groupe ADF sur son sol.



Contexte ambiant	Contexte socio-politique tendu, risque lié à petite criminalité et l'agitation sociale, crainte du risque terroriste.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections législatives le 17 novembre 2024.

Evaluation de la semaine

L'affaire des détournements de fonds de l'ancienne administration a commencé déboucher sur des arrestations, cette semaine.

Sur le plan politique, cette semaine, les investigations de la police judiciaire ont mené à l'interpellation d'une vingtaine de personnes soupçonnées de détournements de deniers publics et de faux dans la gestion des fonds alloués à la riposte contre le Covid-19 entre 2020 et 2021. Parmi eux, plusieurs cadres du ministère de la Santé, des fournisseurs privés ou encore des acteurs du monde culturel, ont été interpellés ces derniers jours dans le cadre d'une enquête sur la gestion des fonds dédiés à la lutte contre le Covid-19 entre 2020 et 2021. Ils sont soupçonnés d'être auteurs ou d'avoir été bénéficiaires de malversations financières. Un rapport de la Cour des comptes établit également que près de 4 milliards de F CFA ont été retirés par un employé du ministère du Commerce, sur cette somme, 2,5 milliards venaient du fonds anti-Covid et auraient notamment dû servir à l'achat de masques médicaux. Toujours selon la Cour des comptes, des décaissements similaires ont été enregistrés en 2020 au ministère du Développement communautaire alors dirigé par Mansour Faye, le beau-frère de Macky Sall, pour un montant total de 399 millions de F CFA alors qu'aucune caisse d'avance n'a été instituée. Dans son rapport, le gendarme financier avait identifié plusieurs failles de gestion, dont l'absence de dispositif de contrôle interne. Si, en février 2023, les autorités judiciaires avaient annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire, il aura fallu attendre plus de deux ans et l'arrivée d'une nouvelle administration pour que les premières interpellations aient lieu. Le procureur du Pool judiciaire financier (PJF), El Hadji Alioune Abdoulaye Sylla, a dressé un premier bilan de ces investigations. Il a révélé que 262 individus ont été interpellés dans le cadre de 292 dossiers distincts. Ces actions ont également conduit à la saisie de biens substantiels, incluant 92 véhicules de diverses marques. Onze titres fonciers situés entre les régions de Thiès et Mbour ont été récupérés. Deux autres titres fonciers ont été provisoirement inscrits au nom de l'État sénégalais. Près de 260 millions de francs CFA ont été saisis dans le cadre de cette affaire. Dans ce contexte, cinq anciens ministres du régime de Macky Sall pourraient être poursuivis devant la Haute Cour de justice du Sénégal pour détournement de deniers publics, a indiqué le procureur général près la cour d'appel de Dakar lors d'une conférence de presse, ce jeudi 17 avril. Celui-ci a indiqué que de graves soupçons pesaient sur leur gestion du Fonds Covid 19, le fond de riposte à la pandémie à propos duquel la Cour des comptes s'était inquiétée de toute une série de fautes de gestion présumées en 2022. Par ailleurs, le président Faye a adressé un courrier au prince héritier Saoudien, portant sur le renforcement des relations bilatérales entre Dakar et Riyad. À l'occasion de la remise d'une lettre, les diplomates ont échangé sur l'état de la coopération entre leurs deux pays, en mettant l'accent sur les perspectives d'élargissement de leur partenariat dans plusieurs domaines. Ils ont également abordé des sujets d'intérêt commun.

Dans le secteur économique, le 15 avril, l'État sénégalais a lancé, un vaste programme de réduction de sa consommation électrique, avec l'installation officielle par l'AEME de la première cohorte de gestionnaires de l'énergie. Cette initiative, présidée par le Premier ministre Ousmane SONKO, vise à faire baisser de 40 % la facture publique d'électricité, estimée à 71,6 milliards de FCFA en 2023. Ces gestionnaires seront déployés dans les structures étatiques les plus consommatrices afin d'instaurer de nouvelles pratiques plus économes, comme l'utilisation d'équipements moins énergivores, la solarisation des bâtiments administratifs ou encore l'optimisation de l'éclairage.

Dans le domaine sanitaire et sécuritaire, le pays n'a pas connu d'évènement sécuritaire notable, cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL

En plus de la criminalité dans les quartiers populaires des grandes villes, une certaine tension dans les quartiers populaires demeure et doit inciter à la plus extrême prudence lors des déplacements. Il est recommandé de ne jamais circuler seul, et d'éviter impérativement la région de la Casamance, sauf à disposer d'un accompagnement sécuritaire adapté. Le Sénégal dispose d'un nouvel exécutif depuis le 2 avril 2024, il convient de rester informé de la situation dans le pays dans la période actuelle.



Tanzanie

[Retour Carte](#)

Contexte ambiant	Gouvernance moins autoritaire, des tensions politiques internes, existence d'un risque terroriste potentiel (sud-est)
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Election présidentielle en 2025. Elections locales en décembre 2024.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Alors que la Tanzanie affiche de bons résultats économiques, la nouvelle direction du pays a ouvert de nouvelles perspectives pour le pays. Nous recommandons toujours aux expatriés présents ou de passage dans le pays d'éviter les conversations en public sur la situation politique et intérieure. La zone frontalière sud-est bordant le Mozambique reste à éviter pour des raisons de sécurité.



Contexte ambiant	Transition politique achevée, difficultés socio-économiques, incidents sécuritaires et risque terroriste.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections législatives, régionales et locales le 29 décembre 2024.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Le Tchad, à présent dirigé par un exécutif élu par les urnes, a ouvert une nouvelle page de son histoire. Les expatriés présents dans la capitale éviteront toujours de commenter la situation politique en public. Le pays se prépare aux élections législatives de décembre qui pourraient laisser place à des nouvelles tensions politiques locales.



Contexte ambiant	Présidence autoritaire, tensions socio-économiques, mécontentement social, risque terroriste.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Election présidentielle effectuée le 6 octobre 2024. Le président est réélu pour un second mandat.

Evaluation de la semaine

Cette semaine encore, le régime autoritaire du président tunisien a été dénoncé par une ONG de défense des droits de l'homme, tandis qu'un drame en milieu scolaire a déclenché une grande polémique dans le pays.

Dans le domaine politique et diplomatique, le 16 avril, l'Union européenne a établi une liste de pays d'immigration dits sûrs, limitant de fait les possibilités d'asile pour leurs ressortissants, une décision saluée par Rome mais vivement critiquée par les défenseurs de migrants. L'idée de cette liste, qui comprend le Kosovo, le Bangladesh, la Colombie, l'Egypte, l'Inde, le Maroc et la Tunisie, est donc d'accélérer le traitement de leurs demandes d'asile et de hâter éventuellement leur rapatriement. Par ailleurs, le 16, Human Rights Watch (HRW) a dénoncé le fait que la Tunisie a fait de la détention arbitraire une pierre angulaire de sa politique répressive contre les opposants, depuis que le président Saied s'est emparé des pleins pouvoirs à l'été 2021. Dans un rapport intitulé « Tous des comploteurs : comment la Tunisie se sert de la détention arbitraire pour écraser la dissidence », l'ONG a documenté en détail les cas de 22 personnes incarcérées sur la base d'accusations abusives, y compris de terrorisme, après des déclarations publiques ou en lien avec leurs activités politiques. Selon l'ONG, les autorités tunisiennes ne s'étaient pas livrées à une telle répression depuis la Révolution de 2011 ayant entraîné la chute du dictateur Ben Ali déclarant également que le président Saied a fait replonger le pays dans une ère de prisonniers politiques, dérobant au peuple tunisien les libertés civiques arrachées de haute lutte. HRW a appelé les autorités à libérer immédiatement toutes les personnes arbitrairement détenues et à cesser de poursuivre des personnes en justice pour avoir exercé leurs droits fondamentaux. D'autre part, des centaines de Tunisiens ont manifesté le 15 avril, à Mazouna (centre) après la mort de trois lycéens dans l'effondrement d'un mur de leur établissement, une affaire qui a suscité une vive émotion dans le pays. Des habitants de cette ville défavorisée se sont rassemblés devant un poste de la garde nationale (Gendarmerie) en réclamant justice. Un mur s'est partiellement effondré la veille dans un lycée de Mazouna, une ville du gouvernorat de Sidi Bouzid alors qu'un groupe d'élèves s'y trouvait. Les trois victimes étaient âgées de 18 à 19 ans. Une enquête judiciaire a été ouverte pour déterminer les responsabilités mais déjà, le directeur du lycée de Mazouna a été placé en détention préventive. Le syndicat UGTT avait appelé à une grève le 15, dans les établissements scolaires en signe de deuil et pour protester contre l'échec des autorités à trouver des solutions réelles et sérieuses pour sauver l'école publique. Le président Saied a donné des instructions pour que quiconque ne remplit pas ses devoirs soit tenu responsable. Il a également appelé à la prudence à l'avenir pour éviter que de tels incidents douloureux se reproduisent, et à accélérer les travaux d'entretien nécessaires dans tous les établissements scolaires.

Dans le domaine sécuritaire, le 17 avril, les services de la police judiciaire à l'aéroport de Tunis-Carthage ont interpellé un passager de nationalité étrangère, en possession d'environ 16 kilos de marijuana. Après surveillance et suivi de ses mouvements et en coordination avec les services douaniers, les forces de sécurité ont procédé à la fouille de ses bagages, dès son arrivée à l'aéroport, ce qui a permis de découvrir la drogue. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre toutes les formes d'atteinte à la sécurité publique, notamment la lutte contre les réseaux criminels actifs dans le trafic de drogue.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL : *La menace terroriste dans le pays, en plus de celle qui règne dans le secteur de Kasserine, notamment les monts Mghilla, Salloum et Chaambi, demeure et impose la vigilance lors des déplacements. Dans le contexte politique actuel et de tensions sociales, il convient de ne pas commenter l'actualité générale en public, et de se tenir à l'écart de la foule en milieu urbain, des manifestations étant encore prévisibles à court ou moyen termes en Tunisie.*



Contexte ambiant	Présidence autoritaire, tensions politiques et difficultés socio-économiques, faible niveau de vie de la population.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Le régime reste autoritaire au Zimbabwe et l'opposition politique est maintenue sous pression. Les quelques rassemblements de contestation sociale sont systématiquement réprimés et dispersés par les forces de l'ordre. Il convient de se tenir éloigné de toute présence de foule, les vols d'opportunité sont courants. Il convient aussi de ne pas commenter l'actualité politique et nationale en public. Le pays reste touché par des cas de choléra et de MPOX.



Contexte ambiant	Contexte interne de reprise en main par les dirigeants du pays et projet de diversification économique
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	

Evaluation de la semaine

Le royaume déploie ses émissaires au Moyen-Orient pour se positionner sur la scène régionale, tout en négociant avec Washington, son accession au nucléaire civil.

Dans le domaine politique et diplomatique, cette semaine, après avoir rencontré son homologue saoudien, le prince Abdelaziz ben Salmane, le secrétaire américain à l'Énergie Chris Wright a déclaré qu'un accord préliminaire devrait être signé entre les deux partenaires sur des investissements énergétiques incluant notamment des technologies nucléaires civiles, bien qu'il n'ait pas précisé de date, des développements significatifs pourraient avoir lieu cette année. Convoitée par le royaume depuis des années, l'assistance américaine sur le sujet de l'atome faisait récemment partie des exigences saoudiennes pour une normalisation avec Israël, aux côtés d'un pacte sécuritaire. Outre la guerre à Gaza, venue freiner ce processus, la possibilité pour Riyad d'enrichir de l'uranium sur son sol, pouvant ouvrir la voie à une militarisation de son programme nucléaire, constituait néanmoins un frein à l'avancement de cette coopération. Lors de sa conférence de presse dans la capitale saoudienne, le responsable américain a suggéré que cette dernière demande était désormais envisageable. Washington dispose actuellement de 25 accords de la sorte avec une cinquantaine de pays. Si ces textes doivent être revus par le Congrès américain, dont des élus des deux bords avaient dans la dernière assemblée émis des craintes quant à l'ouverture possible d'une course à l'arme nucléaire, y compris Marco Rubio, Donald Trump semble aujourd'hui avoir la main haute sur les deux chambres. Par ailleurs, la visite discrète à Beyrouth de l'émissaire saoudien Yazid ben Farhane, en charge du dossier libanais, arrivé par surprise dans la nuit du 13 au 15 avril, a permis au prince saoudien de faire plusieurs rencontres officielles, notamment avec trois hauts responsables, le chef de l'État, le président de la Chambre et le Premier ministre, ainsi que de tenir de nombreuses réunions avec des représentants de plusieurs parties politiques. Cette visite était d'autant plus importante qu'elle a eu lieu en même temps que celle, officielle, de Nawaf Salam à Damas, laquelle avait été précédée par la rencontre à Djeddah des ministres de la Défense du Liban et de la Syrie. Après de longues années de retrait partiel, voire de désintérêt saoudien à l'égard de la scène libanaise, l'Arabie semble avoir décidé d'y revenir en force et se positionner tant dans le pays du cèdre que dans son puissant voisin syrien.

Dans le secteur économique, l'Arabie saoudite prévoit de rembourser les dettes de la Syrie envers la Banque mondiale, ont déclaré trois sources proches du dossier, ouvrant la voie à l'approbation de millions de dollars de subventions destinées à la reconstruction et au soutien du secteur public paralysé du pays. Ces plans, qui n'avaient pas été rapportés auparavant, constitueraient la première initiative connue de financement saoudien à destination de la Syrie. Cela pourrait également indiquer que le soutien crucial des pays du Golfe à la Syrie commence à se concrétiser, après que des projets antérieurs, notamment une initiative du Qatar visant à financer les salaires, ont été retardés en raison des incertitudes liées aux sanctions américaines. Le mois dernier, le Qatar avait annoncé un plan visant à fournir du gaz à la Syrie via la Jordanie pour améliorer la maigre fourniture d'électricité du pays- une initiative qui, aurait reçu l'aval de Washington.

Sur le plan sécuritaire et sanitaire, le royaume n'a pas connu d'évènement sécuritaire notable cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Le royaume saoudien est dirigé d'une main autoritaire mais s'oriente vers une modernisation de la société tout en en gardant le contrôle. En outre, en séjour en Arabie, il convient de respecter scrupuleusement les codes religieux et vestimentaires dans ce pays encore très conservateur où toute dissidence est sévèrement punie. Dans un tel contexte, il convient de rester prudent et discret, et tout particulièrement pendant la période du pèlerinage annuel.





Contexte ambiant	Pays riche et place financière au Moyen-Orient, influence diplomatique, application stricte de la religion et des lois
Niveau de risque pays	Risque faible – R2
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	

Evaluation de la semaine

Une fois encore, le dossier soudanais et les accusations qui se font plus pressantes et précises contre les Emirats au sujet de son implication ont dominé l'actualité du pays.

Dans le domaine politique et diplomatique, le 18 avril, la Bulgarie, niant toute violation des sanctions internationales, a affirmé avoir livré aux Émirats arabes unis des armes par la suite transférées au Soudan malgré l'embargo de l'UE. Afin d'écarter tout doute quant à la régularité de la position bulgare dans cette affaire, l'entreprise a publié la copie d'un certificat datant d'août 2020, portant sur la commande par les forces armées des Émirats de 15.000 obus de mortier de 81 mm. L'armée soudanaise accuse les Émirats arabes unis de soutenir les paramilitaires en leur livrant des armes, ce que nient les FSR et Abou Dhabi. Une procédure pour « génocide » dans la région du Darfour est en cours devant la Cour internationale de justice à La Haye. Mi-avril, le secrétaire général des Nations unies s'était inquiété du flux d'armes et de combattants vers le Soudan, qui permet la poursuite d'une guerre brutale depuis désormais deux ans. Début 2024, les experts chargés par le Conseil de sécurité de l'ONU de surveiller le régime de sanctions avaient dénoncé des violations de l'embargo sur les armes, décrivant notamment une route d'approvisionnement depuis Abou Dhabi vers le Darfour (ouest du Soudan), via le Tchad. Présents dans le pays depuis des années, les EAU apparaissent aujourd'hui comme le principal acteur sur le terrain soudanais. Bien qu'ils démentent leur participation, leur engagement relève aujourd'hui d'un secret de polichinelle, se décline sous différentes formes et poursuit une pluralité d'objectifs, à la fois économiques et géostratégiques, du fait notamment de la situation géographique du Soudan, point de transit crucial entre le Moyen-Orient et l'Afrique. Plusieurs rapports documentés ont fait état de l'appui logistique et militaire direct fourni par Abou Dhabi aux FSR, y compris sous couvert d'aide humanitaire.

Dans le secteur économique, la compagnie aérienne syrienne Syrian Air a annoncé la reprise de ses vols directs vers Dubaï et Sharjah, aux Émirats arabes unis, à partir du 20 avril. Tous les vols entre la Syrie et les EAU avaient été suspendus en janvier après que les rebelles islamistes ont renversé l'ancien président Bachar el-Assad en décembre 2024. Cette annonce survient quelques jours après que l'annonce par l'Autorité de l'aviation civile des Émirats de la reprise des vols aériens entre deux pays. Aucune compagnie aérienne basée aux Émirats n'a pour l'instant annoncé de projet de vols vers la Syrie. La reprise des vols Syrie-EAU pays fait suite à la première visite du président syrien Ahmad el-Chareh aux Émirats en tant que dirigeant, au cours de laquelle il a rencontré le président des Émirats, cheikh Mohammad ben Zayed al-Nahyane.

Sur le plan sécuritaire, les Emirats n'ont pas connu d'évènement sécuritaire significatif cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Les Emirats arabes unis, capitale financière très en vogue et une place centrale dans les échanges, tout en étant très développés au niveau touristique, connaissent une relative liberté par rapport aux autres pays du Golfe, néanmoins, il convient de rester discret dans son expression, notamment au sujet des autorités et de la religion musulmane. Si les risques criminel et terroriste sont faibles, l'espionnage industriel, le vol d'opportunité et les risques liés à des accidents industriels dus à des réglementations déficientes notamment en matière de construction et de protection contre les incendies domestiques sont à prendre en compte lors d'un séjour sur place.



Contexte ambiant	Tensions sociales et politiques internes récurrentes, risque terroriste potentiel sur fond de tensions avec le Pakistan.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Le Premier ministre reconduit, nouveau gouvernement depuis juin 2024.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Il convient avant tout déplacement en Inde, de se rapprocher du référent sûreté pour s'enquérir de la situation générale sur le lieu de destination. D'un Etat à l'autre la situation locale peut s'avérer différente et rapidement évolutive, les tensions sociales et communautaires restent fortes.



Contexte ambiant	Gouvernance avec fortes tensions politiques, prédominance du domaine religieux, risque terroriste.
Niveau de risque pays	Risque élevé – R4
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections législatives tenues le 8 février 2024, nouveau gouvernement.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Avant tout déplacement au Pakistan, veiller à se rapprocher du référent sûreté afin de s'informer des conditions générales et sécuritaires dans le pays. Les nouvelles autorités du pays doivent gérer une situation socio-économique dégradée et sécuritaire fragile, menacée par le terrorisme de l'organisation TTP, du BAL au Baloutchistan et d'autres.



Contexte ambiant	Présidence Lula, tensions socio-politiques, corruption, petite criminalité endémique dans les grandes mégapoles.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Elections municipales, second tour effectué le 27 octobre 2024.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Au Brésil, des manifestations contre la vie chère, l'insécurité, sur l'environnement, ou la gouvernance du pays sont toujours à prévoir dans les mégapoles. En cas de séjour au Brésil, il conviendra de toujours se tenir à l'écart des rassemblements et défilés sociaux. Nous rappelons aussi que la plus grande vigilance est recommandée face au risque criminel endémique touchant l'ensemble du territoire brésilien.



Contexte ambiant	Présidence ouverte au dialogue, incidents avec les rebelles de l'ELN, gangs du narcotrafic et criminalité endémique.
Niveau de risque pays	Risque élevé – R4
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	COP 16 à Cali du 11 octobre au 6 novembre 2024

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

En Colombie, alors que les tensions sociales et politiques restent fortes, nous rappelons qu'en cas de présence dans ce pays, il convient de faire preuve de vigilance face à un risque criminel étendu à l'ensemble du territoire. Il convient notamment d'éviter les régions frontalières avec le Brésil, le Venezuela, l'Equateur et le Pérou où les groupes armés, ainsi que les cartels de drogue imposent leur violence et leur loi. Nous rappelons qu'il convient de se tenir à l'écart des cortèges sociaux en zone urbaine, la tension locale pouvant conduire à des rassemblements imprévus et soudains.



Contexte ambiant	Tensions sociales régulières, criminalité multiforme et endémique, problématique migratoire, risque sismique et cyclonique.
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	La nouvelle présidente élue est entrée en fonction le 1 ^{er} octobre 2024

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Avant tout projet au Mexique, veiller à se rapprocher du référent sûreté. Lors de séjour dans ce pays, notamment à Mexico, nous rappelons qu'il convient d'éviter les sorties en isolé et de nuit, en raison d'un risque criminel élevé pouvant aussi cibler les étrangers, sans distinction. Les femmes sont en outre particulièrement visées. En cas de voyage prévu au Mexique, il conviendra de s'informer de la situation sanitaire.



Contexte ambiant	Autoritarisme présidentiel, tensions économiques, mécontentement social latent mais sous contrôle, fort risque sismique
Niveau de risque pays	Risque possible – R3
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	

Evaluation de la semaine

Si la contestation contre le pouvoir a changé de visage depuis début avril, les alliés du parti au pouvoir commencent à craindre qu'un trop long procès du maire d'Istanbul pourrait à termes coûter cher au pouvoir.

Dans le domaine politique et diplomatique, cette semaine, l'arrestation le 19 mars du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu a débarrassé le président Erdogan de son plus coriace opposant. Mais un mois plus tard, le président turc peine à se débarrasser d'une contestation portée par la jeunesse. Les grandes manifestations de la première semaine, quand des dizaines de milliers de personnes défilaient chaque soir devant l'hôtel de ville d'Istanbul, et que des Turcs de tous âges descendaient dans les rues de dizaines de villes, sont révolues. Les fêtes de la fin du ramadan ont ramené le calme, mais la contestation, inédite depuis le grand mouvement de Gezi parti de la place Taksim d'Istanbul en 2013, a repris depuis dix jours dans des universités d'Istanbul et d'Ankara. Ces derniers jours, la fronde s'est répandue à des dizaines de lycées du pays où une décision du gouvernement AKP (islamo-conservateur) d'y remplacer certains enseignants, interprétée comme une tentative de reprise en main de ces établissements par le pouvoir, a mis le feu aux poudres. Ainsi, le 18 avril, le procès de 189 personnes accusées d'avoir participé à des rassemblements interdits, dont de nombreux étudiants, s'est ouvert à Istanbul, rassemblant leurs soutiens, camarades, professeurs, députés de l'opposition qui s'étaient réunis devant le tribunal. Cette semaine, Devlet Bahçeli, le principal allié du président Erdogan, a exhorté la justice à juger le maire d'Istanbul dans les plus brefs délais, inquiet selon certains observateurs que l'agitation autour du sort de l'opposant N.1 ne perturbe les efforts entamés par le pouvoir turc pour parvenir au désarmement et à la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le chef du CHP, Özgür Özel, a réclamé à nouveau des élections anticipées, et appelé à un grand rassemblement samedi à Yozgat (centre), chef-lieu d'une province rurale du centre du pays. Début avril, des agriculteurs y avaient écopé d'amendes pour avoir protesté contre l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, à bord de leurs tracteurs. Par ailleurs, plus de 175.000 Syriens réfugiés en Turquie sont rentrés dans leur pays depuis la chute début décembre du régime de Bachar el-Assad, d'après le ministre turc de l'Intérieur, soulignant que les 175.512 retours comptabilisés entre le 9 décembre et le 13 avril étaient tous volontaires. Le gouvernement turc, soutien des nouvelles autorités à Damas, espère une accélération des retours des réfugiés syriens, dont la présence a suscité de fortes crispations en Turquie ces dernières années. Au total, quelque 400.000 Syriens sont rentrés chez eux depuis des pays voisins depuis début décembre, a indiqué le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Sur la même période, plus d'un million de Syriens déplacés à l'intérieur de leur pays sont également rentrés chez eux, selon le HCR. D'autre part, les autorités ont annoncé le 15 avril, l'arrestation de 234 suspects dans cinq pays lors d'un vaste coup de filet international visant des organisations impliquées dans le trafic de drogues. 234 membres importants d'organisations du crime organisé ont été arrêtés, 225 dans le pays et neuf à l'étranger, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur, précisant que des arrestations avaient eu lieu aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne et en Belgique. Parmi les personnes visées figurent des membres d'organisations impliquées dans le trafic de cocaïne, d'héroïne et d'ecstasy sur plusieurs continents. Plus de 21 tonnes de stupéfiants ainsi que des biens et avoirs d'une valeur de 13 milliards de livres turques (300 millions d'euros environ) ont notamment été saisis.

Sur le plan sécuritaire, le pays n'a pas connu d'événement sécuritaire notable cette semaine.

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

Il est recommandé aux expatriés en Turquie de rester informés de la situation, de maintenir une grande vigilance lorsqu'ils se déplacent dans des zones publiques, à fort trafic et touristiques, de se tenir à l'écart des édifices officiels et de se conformer aux injonctions des autorités locales.



Contexte ambiant	Souveraineté menacée. Invasion militaire par la Russie. Appel à la communauté internationale. Poursuite de la guerre.
Niveau de risque pays	Risque très élevé – R5
Tendance trimestrielle	Amélioration – Stagnation - Aggravation
Echéance majeure	Invasion russe de l'Ukraine depuis le 24 février 2022. Déclaration d'annexion de 4 régions par la Russie le 30 septembre 2022.

Evaluation de la semaine

Recommandations ILIOS INTERNATIONAL :

L'Ukraine fait toujours face à une invasion militaire russe après un objectif initial, la prise de Kiev et de l'ensemble du territoire qui a été abandonné. L'Ukraine vit depuis 26 mois une période de guerre et de drames humains, son armée oppose une forte résistance à l'envahisseur qui vient de déclarer l'annexion de quatre régions d'Ukraine. La France avait indiqué le 14 avril 2022 la réactivation de son ambassade à Kiev. Projets et voyages dans ce pays sont toujours à reporter sine die.

NIVEAUX DE RISQUE et ACTIONS DE SURETE

NIV	DEFINITION	ACTIONS		
		MISSIONNAIRES	EXPATRIES	ASSISTANCE TECHNIQUE
R1	Le risque pour les employés est infime	Pas de restriction	➤ Pas de restriction	Pas de restriction
R2	Le risque pour les employés est faible	Renforcement du suivi des opérations de sûreté	➤ Pas de restriction	Pas de restriction
R3	Le risque pour les employés est possible	restriction de missions sous autorisation préalable éventuelle en fonction des lieux géographiques.	➤ Pas de restriction ➤ Rappels à la vigilance	- Pas de restriction. - Rappel à la vigilance.
R4	Le risque pour les employés est élevé	Déplacements interdits ou restreints soumis à autorisation	➤ Pas de rapatriement des expatriés. ➤ Mesures de confinement éventuelles. ➤ Analyse au cas par cas du rapatriement des familles.	Analyse au cas par cas si rotations possibles
R5	Le risque pour les employés est très élevé	Missions interdites	➤ Rapatriement des expatriés et de leurs familles. ➤ Pas d'envoi de personnel.	- Plus de rotation + retour ou confinement des personnels déjà sur place

INFORMATION DE DERNIERE MINUTE

[Retour carte](#)

[Retour carte](#)